



Westminster & City News

NUMÉRO 46

Du 1^{er} au 7 décembre 2017

ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE

POLITIQUE MONÉTAIRE ET FINANCES PUBLIQUES

La réforme de la gouvernance des entreprises avance avec la révision du Code de gouvernance du FRC – Le gouvernement avait [présenté](#) les réformes retenues fin août qui donnaient un rôle majeur aux mesures infra-règlementaire tel que la révision du Code du *Financial Reporting Council*. Le FRC a donc introduit le 5 décembre un [projet](#) révisé du Code sur la gouvernance des entreprises auquel les entreprises cotées doivent se soumettre suivant la règle du « *comply or explain* ». Sur le fond, les changements principaux concernent l'extension de la période pendant laquelle les stock-options ne peuvent être encaissées à cinq ans au lieu de trois ans (régime d'incitation à long-terme des dirigeants) et la meilleure représentativité des employés suivant trois options : 1) nommer un administrateur indépendant représentant les employés ; 2) créer un comité représentatif des employés rendant des avis consultatifs ; 3) nommer un administrateur issu des employés. Ce projet est ouvert à consultation jusqu'au 28 février 2018, et son champ serait étendu à 450 entreprises cotées auparavant exemptées.

INDICATEURS MACROÉCONOMIQUES

Le dynamisme du secteur manufacturier est compensé par un ralentissement de l'activité des services – D'après les indicateurs conjoncturels publiés par Markit pour le mois de novembre, le secteur manufacturier est particulièrement dynamique alors que l'indicateur augmente à 58,2 après 56,3 en octobre. Le secteur bénéficie de l'embellie sur le commerce mondial et notamment de la reprise de la croissance dans la zone euro : les commandes totales sont à leur plus haut niveau depuis novembre 2013 et signale que la production manufacturière pourrait augmenter de 1,2 % au dernier trimestre 2017. Le secteur de la construction rebondit aussi en novembre, à 53,1 (après 50,8). L'activité ralentit toutefois dans les services, l'indicateur passant de 55,6 en octobre à 53,8 en novembre, la forte inflation affectant notamment les services aux consommateurs. L'activité du secteur des services pourrait ralentir à 0,3 % sur le T4, après 0,4 % au T3. Ensemble, ces indicateurs indiqueraient une croissance de 0,5 % au dernier trimestre, plus optimistes que les autres prévisions officielles qui tablent sur une stabilité (0,4 %).

COMMERCE ET INVESTISSEMENT

Les entreprises étrangères réalisent moins de fusions et acquisitions au RU depuis janvier 2017 – Selon la dernière [publication](#) de l'ONS, sur les neuf premiers mois de l'année considérée, la valeur des acquisitions au RU par des entités étrangères est passée de 104,7 Md£ en 2016 à 29,2 Md£ en 2017. La tendance est similaire, bien que moins prononcée, pour les acquisitions au RU par des entités britanniques, avec une baisse de 22,2 Md£ à 13,5 Md£. La valeur des acquisitions à l'étranger par des entités britanniques a en revanche fortement augmenté, de 13,8 Md£ en 2016 à 71,4 Md£ en 2017, en raison notamment de l'acquisition de *Reynolds American* par *British American Tobacco* (49,4 Md\$ USD selon la [presse](#)). Les principales opérations impliquant des entreprises françaises au RU sont l'acquisition de Berendsen par Ellis (2,5 Md€), la cession de *The Body Shop* au Brésilien *Natura Cosmetics* par L'Oréal (1 Md€) et l'acquisition d'Opel/Vauxhall par PSA à *General Motors* (1,7 Md€).

Le stock d'IDE britanniques à l'étranger a augmenté de 1 084 Md£ en 2015 à 1 212,8 Md£ en 2016 – D'après l'[ONS](#), cette hausse s'expliquerait essentiellement par la dépréciation de la livre (environ -11 % face à l'euro et au dollar en 2016) alors que le flux d'IDE britanniques à l'étranger a une nouvelle fois été négatif (-16,5 Md£), notamment en raison du désinvestissement des entreprises britanniques aux Pays-Bas (-13,1 Md£) et en Irlande (-5,6 Md£). Le flux d'IDE étrangers au RU était à l'inverse à son plus haut niveau depuis la crise (+145,2 Md£) et provenait principalement de l'UE (+92 Md£) qui reste le premier investisseur étranger au RU, loin devant les États-Unis (+18,5 Md£). Les investissements croisés avec la France étaient relativement modestes avec un flux d'IDE britanniques en France de 517 M£ contre 458 M£ pour les IDE français au RU.

Le ministère du Commerce international lance un examen de sa stratégie de soutien aux exports – Annoncé dans le Livre blanc sur la Stratégie industrielle, cet [examen](#) devrait principalement s'appuyer sur une consultation auprès de l'administration centrale et du secteur privé. Il vise à identifier un ensemble de « *best practices* » qui permettraient de mieux accompagner les exportateurs britanniques, notamment dans le cadre du « *High Value Opportunities programme* » destiné aux grandes entreprises. Le ministère du Commerce international a également officialisé le lancement de la campagne de communication « *Exporting is GREAT* », qui vise à renforcer sa visibilité auprès des entreprises, et indiqué qu'il s'apprêtait à recruter deux directeurs généraux respectivement chargés de la promotion des exportations et des investissements.

Le RU et Taïwan ont signé plusieurs accords de facilitation des échanges – Le 20^{ème} [dialogue](#) commercial bilatéral a permis la signature de plusieurs accords sectoriels (pharmaceutique, agriculture et finance) qui devraient faciliter les échanges commerciaux entre les deux pays, notamment en assurant une meilleure protection de la propriété intellectuelle des entreprises britanniques. Dans le secteur pharmaceutique, les entreprises basées au RU devraient pouvoir faire certifier plus facilement les produits exportés vers Taïwan, alors que dans l'agriculture les deux gouvernements se sont engagés à trouver rapidement un accord afin d'autoriser les exports britanniques de viande porcine vers Taïwan d'ici le premier semestre 2018.

ACTUALITÉ FINANCIÈRE

BREXIT

Le Royaume-Uni pourrait proposer aux gestionnaires d'actifs des allègements fiscaux – Le *Treasury*, au travers de son plan « [UK Investment Management Strategy II](#) », souhaite renforcer la compétitivité du RU pour les gestionnaires d'actifs. Le plan s'articule autour de l'intensification du dialogue entre le gouvernement, les régulateurs et l'industrie (création de l'*Asset Management Taskforce* qui se réunira chaque trimestre, présidé par le Secrétaire d'État au services financiers), d'une révision de certaines règles fiscales (notamment pour les *short term business visitors*), de la mise en place de dispositifs favorisant l'accès aux talents, d'un rapprochement avec l'industrie des Fintech et des segments de marché en croissance (finance verte, finance islamique, investissements à impact). Le gouvernement britannique avait publié un premier plan stratégique en 2013 pour les gestionnaires d'actifs. La gestion d'actifs au Royaume-Uni représente 8 100 Md£ d'actifs sous gestion, 36 % du marché européen, emploie directement 38 000 personnes (56 000 indirectement) et contribue à hauteur de 1 % du PIB.

RÉGULATION FINANCIÈRE

La FCA estime que l'intelligence artificielle pourrait permettre de lutter contre la criminalité financière – Rob Gruppeta, responsable du département crimes financiers de la *Financial Conduct Authority*, a [insisté](#) sur le fait que l'utilisation des technologies pourrait permettre aux institutions financières de réduire les coûts liés à la détection de fraudes financières, estimés à 5 Md£ par an au RU. Il signale toutefois que si la capacité à détecter des anomalies sur certaines transactions par des systèmes d'intelligence artificielle est réelle, cela nécessite une réflexion sur les modalités de mises en place, le périmètre d'action, le rôle de l'humain, les limites d'un tel système et le suivi de son efficacité. Des questions se posent également sur l'utilisation des données, leur transmission entre les institutions financières et les agences gouvernementales.

BANQUE ET ASSURANCE

L'assureur Ping An détient plus de 5 % d'HSBC – La compagnie d'assurance chinoise a augmenté sa participation de 4.96 % à 5.01 %, valorisant sa participation à près de 10 Md\$ au cours du marché le 6 décembre. Il est le deuxième actionnaire après Blackrock (6,8 %) et devant JP Morgan Chase (4,8 %). Ping An est le deuxième

plus important assureur chinois (6 000 Md de Yuan d'actifs). Le cours des actions d'HSBC a augmenté de 11 % en 2017.

NOMINATIONS

Jean-Christophe Donnellier prend ses fonctions de Chef du SER de Londres – Il était depuis juillet 2014 Délégué interministériel à la coopération technique internationale et avait été mandaté pour conduire la fusion des organes publics d'expertise technique au sein d'une nouvelle agence, Expertise France, dont il a pris la présidence en 2015. Il était auparavant Ministre-conseiller pour les affaires économiques et financières auprès de l'OCDE (2011-14), Ministre-conseiller au SER de Washington (2009-10), Directeur des relations internationales de la Direction du Trésor (2007-2009), il a présidé à ce titre le Comité chargé de la politique commerciale de l'UE lors de la Présidence française de l'UE en 2008. Jean-Christophe Donnellier a été conseiller du Ministre de l'Économie et des Finances (2005-07) et a occupé plusieurs postes dans le domaine de la politique commerciale, en France et aux États-Unis. Il remplace Sandrine Gaudin qui est nommée conseillère Europe du Premier ministre et Secrétaire générale des Affaires européennes – à qui nous transmettons tous nos vœux de réussite.

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service économique régional de Londres (adresser les demandes à londres@dgtrésor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité

Le Service économique régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.



Directeur de la publication : Jean-Christophe Donnellier
Service économique régional de Londres
Ambassade de France au Royaume-Uni

Adresse : 58 Knightsbridge, London, SW1X 7JT

Rédigé par : Guillaume de Conihout, Robin Fournier et Clément Leroy

Revu par : Philippe Guyonnet-Dupérat

Version du 7 décembre 2017